

LUSAKA: glissement à gauche ?

*Les résolutions
des chefs du « non-alignement »
seront sans nul doute
aussi scrupuleusement appliquées
que celles de l'O.C.A.
et de l'O.N.U. !...*



La dernière conférence au sommet des pays non alignés a révélé les inconséquences auxquelles amène la volonté de maintenir ou de ressusciter une notion largement dépassée. Ce rassemblement hétéroclite — qui a cependant servi de tribune internationale à certains mouvements de libération et valu un succès non négligeable au prince Sihanouk — tenait-il là sa dernière réunion ?

■ Le troisième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés s'est tenu du 8 au 10 septembre à Lusaka, capitale de la Zambie, aux frontières d'une de ces zones des tempêtes où les luttes de libération, répondant aux guerres d'agression impérialistes, se développent avec impétuosité. Le « super-village » de Mulungushi, sorti du néant dans un temps record

de quatre mois, grâce au génie des architectes yougoslaves et, surtout, à la générosité du président Kaunda (10,4 millions de dollars alloués à cette prestigieuse réalisation), a pu accueillir plusieurs centaines de délégués représentant 54 Etats de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Les pays représentés constituent une véritable mosaïque des systèmes les plus disparates, allant d'un Cuba socialiste et insolent anti-yankee à un Liberia outrancièrement pro-américain, des Etats africains dits francophones, dont la plupart n'ont pas rompu leurs liens ombilicaux avec l'ex-métropole, à une Algérie rebelle et à la recherche d'une voie socialiste, en passant par les Etats clients de la République sud-africaine (Lesotho, Swaziland, Malawi) et par un Ceylan dont le gouvernement de « gauche » comprend — fait sans précédent dans l'histoire — ministres communistes prosoviétiques et trotskistes armés...

Que pouvait-il sortir d'un tel mélange ? Que peut vouloir dire le non-alignement d'une telle assemblée lorsqu'un pointage simple fait apparaître que, sur les 54 régimes participants, seuls une dizaine peuvent être considérés comme des régimes nationaux jouissant à des degrés divers d'une indépendance réelle ? La plupart de ceux-ci étaient du reste fort peu enthousiastes pour l'organisation d'une nouvelle conférence au sommet, estimant à juste titre que le non-alignement n'avait plus grand sens depuis que la coexistence pacifique est devenue concer-

Les six pays suivants ont osé braver l'opinion publique et avouer ouvertement leur inféodation totale à l'impérialisme américain en prônant l'admission des délégués de Lon Nol : Congo-Kinshasa, Lesotho, Swaziland, Liberia, Malawi et Laos.

tation confiante et coopération cordiale et depuis que des dizaines de régimes inféodés à l'impérialisme s'affublent de l'étiquette de « non-alignés », soit par démagogie, soit pour servir de cheval de Troie à leurs maîtres.

C'est pourquoi le « glissement à gauche » annoncé à Lusaka ne doit pas faire illusion. Certes la nouvelle charte du non-alignement, que les pays les plus engagés ont réussi à faire adopter, substitue à certaines vieilles formules notoirement dépassées des définitions plus militantes selon lesquelles, par exemple, le non-alignement devrait être un instrument au service de la révolution anticolonialiste.

Mais ces nouvelles formules et les résolutions dénonçant les agressions américaines ou le soutien européen aux régimes blancs racistes d'Afrique australe n'ont pas plus de chances d'être traduites dans les faits que n'en ont les motions votées



BANGOR

par les sommets africains ou par les Nations unies.

On peut s'étonner évidemment de voir les gouvernements comme ceux du Congo-Kinshasa, du Lesotho, du Laos, du Liberia, du Gabon, de l'Indonésie, du Tchad, de Singapour, du Liban, de la Jordanie et de bien d'autres s'associer à de telles prises de position. La réponse est très simple. Les puissances dont ces gouvernements dépendent leur permettent de donner un peu le change et de mieux jouer leur rôle de cheval de Troie, étant mieux placées que personne pour savoir que cela ne dépassera pas les déclarations d'intention.

Le siège du Cambodge

Le désenchantement des participants — habituellement les plus « activistes » — a d'ailleurs eu pour conséquence l'ambiance très paisible dans laquelle s'est déroulée la conférence. Fait significatif : le seul point qui ait provoqué quelque animation concernait la représentation cambodgienne. Pour des raisons très diverses : option anti-impérialiste authentique de quelques-uns, prestige du prince Sihanouk auquel certains sont très sensibles, besoin enfin, pour d'autres, de se montrer favorables à une cause particulièrement populaire auprès de l'opinion publique afro-asiatique, la majorité de ceux qui se sont prononcés sur ce problème ont souhaité la présence de la délégation du gouvernement révolutionnaire cambodgien.

Le siège du Cambodge resta pourtant vacant, alors que Mme Binh, ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire provisoire du Viêt-nam du Sud, fut admise dans l'enthousiasme apparemment général à siéger comme observateur. C'est que les Américains n'ont pas réussi à empêcher l'admission du G.R.P., dont le prestige international est déjà largement affirmé depuis longtemps et qui, en outre, est reconnu par l'Union soviétique. En revanche, ni Moscou ni Washington ne désiraient voir reconnaître la légitimité du gouvernement Sihanouk par un aussi vaste aréopage international. Moscou encore moins, peut-être, car une telle reconnaissance aurait été un cinglant désaveu pour sa propre position. On sait que le Kremlin entretient toujours des relations diplomatiques avec la clique fantoche et criminelle de Lon Nol.

Un succès significatif

Le gouvernement révolutionnaire cambodgien a remporté, malgré tout, un succès diplomatique incontestable. « *Même si nous ne participons pas à cette conférence, le fait que seule une minorité ultra-réactionnaire reconnaisse le régime fantoche de Lon Nol est une grande victoire pour le gouvernement légitime du Cambodge, dirigé par le prince Sihanouk* », nous déclarait l'entrepreneur chef de la délégation du G.R.U.N.K., le ministre des Affaires étrangères M. Sarin-

chaak. Son collègue, M. Chan Youran, ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, qui le secondait très efficacement dans les contacts, ajoutait : « *Un fait significatif renforce cette victoire : plusieurs pays qui n'avaient pas encore reconnu notre gouvernement se sont prononcés officiellement en faveur de notre présence. Cela laisse espérer que dans un proche avenir les 23 pays qui ont déjà reconnu le G.R.U.N.K. seront rejoints par d'autres.* »

Le rôle de l'Inde

Un événement important, qui montre combien le non-alignement traditionnel a perdu tout contenu anti-impérialiste et toute signification, mérite d'être signalé. C'est, en effet, l'Inde, soutenue par l'Indonésie, qui a joué le rôle déterminant pour empêcher de siéger à la conférence de Lusaka les représentants du prince Sihanouk, symbole du non-alignement, ami de Nehru et de Soekarno. L'Inde est allée jusqu'à menacer de se retirer ! La Yougoslavie et la R.A.U., qui avaient reconnu Sihanouk, se sont laissés convaincre de la vertu d'une solution de compromis, par solidarité avec l'Inde et pour éviter l'éclatement de la conférence !

Le sommet de Lusaka aura eu au moins un mérite : celui de montrer combien il est vain de vouloir ressusciter le non-alignement d'antan.

A.B.M.

(Enquête de notre envoyé spécial à Lusaka, Aquino de Bragança.)